

LES CAHIERS PROTESTANTS

SOMMAIRE

KARL BARTH

L'ÉGLISE CONFESIONNELLE
ALLEMANDE

QUELQUES CAUSES DE LA CRISE
INTERNATIONALE

AD. FERRIÈRE
ET
A. FREYMOND

DÉVALUATION

AVIS DE LA RÉDACTION

RÉDACTION : RUEVERNIER PRÈS NEUCHÂTEL

ADMINISTRATION : LAUSANNE

IMPRIMERIE LA CONCORDE, VILLEVALEIN

KBA 323

L'ÉGLISE CONFSSIONNELLE ALLEMANDE

M. Karl Barth a fait à Schaffhouse, en mars, une conférence sur : Die bekennende Kirche im heutigen Deutschland. Le sujet intéresse vivement notre pays insuffisamment renseigné. Historique court, précis des événements, il valait la peine que nous en ayons connaissance. Nous avons demandé à M. J.-L. Leuba, cand. theol., de faire pour les Cahiers une adaptation française d'un texte sténographique.

Réd.

I

Pour comprendre ce qu'est l'Eglise confessionnelle allemande, il faut la situer dans son milieu : le troisième Reich. L'Allemagne actuelle est un Etat totalitaire. Qu'est-ce que cela ? C'est un Etat qui se considère lui-même comme le bien suprême, le but des efforts des hommes vivant et travaillant à l'intérieur de ses frontières. Une chose y est bonne dans la mesure

où elle contribue au bien de l'Etat. On n'y connaît qu'un seul argument valable : la raison d'Etat. L'Etat subordonne sans réserves à son but — c'est-à-dire, en fait, à la volonté de son gouvernement — toutes les forces agissantes de la nation, en particulier les forces spirituelles. Il est impertinent de discuter cette volonté : elle est bonne en soi parce qu'elle est la volonté du gouvernement. L'Etat totalitaire ne connaît d'autre droit que celui qu'il établit ; bien plus, il s'en réserve l'interprétation dans les cas litigieux. Ainsi, ce n'est pas l'Etat qui se soumet au droit, c'est le droit qui doit se soumettre à l'Etat. Quant à Dieu, l'Etat totalitaire n'en connaît point d'autre que lui-même. Certes, le « Tout Puissant » a une place dans la rhétorique national-socialiste. Mais c'est un Tout-Puissant docile : sa volonté concorde toujours exactement avec celle du gouvernement... Le peuple est donc livré à l'arbitraire de ses dirigeants qui n'ont à répondre de leurs actes devant aucune espèce d'autorité.

Comment a-t-on pu créer un tel Etat ? Comment subsiste-t-il ? Les moyens sont très simples, c'est l'œuf de Colomb. On fait une propagande monstre, on répète infatigablement les mêmes refrains : Pour le peuple ! Pour la liberté ! Pour le pain quotidien ! Contre le marxisme ! Contre la juiverie ! Contre les ennemis de 1919 ! Puis, en s'appuyant sur la force brutale, on s'empare du pouvoir et, au nom d'une idéologie toute faite, on fait taire tous les scrupules, les siens propres et ceux des autres ; il faut que chacun concoure au grand œuvre de la régénération nationale.

On s'étonnera peut-être que de tels arguments aient convaincu. Mais il faut penser à tous les événements qui ont précédé la révolution naziste, qui l'ont préparée et permise. Le traité de Versailles n'en a pas appelé à la bonne volonté du peuple allemand. Les Allemands sont restés « les ennemis » et on a continué de les traiter comme tels. Le gouvernement, alors très libéral, a dû trahir la cause du pays, céder aux puissances victorieuses. Cela a donné au peuple allemand le sentiment que seuls les moyens les plus radicaux pouvaient encore le tirer de la situation. Qu'on ne s'y trompe pas ! L'Europe récolte en Allemagne ce qu'elle a semé. Si les gouvernements étrangers avaient agi autrement avec un Stresemann ou un Brüning, nous n'aurions pas un Hitler aujourd'hui. Il faut penser aussi à la crise économique qui a sévi tout particulièrement en Allemagne et à l'exemple de la Russie et de l'Italie, deux nations dans une situation désespérée quelques années auparavant et qui avaient recouru à des moyens désespérés. Un vaste concours de circonstances favorisait donc l'instauration d'un régime autoritaire. Il faut ajouter qu'Hitler et les siens ont su adapter leur méthode à la psychologie de l'Allemand, qui aime à se comprendre métaphysiquement. On lui a construit un grand système, mi-poétique, mi-métaphysique, le système autoritaire : chacun obéit à son supérieur et ordonne à son inférieur. On a rebâti la nation sur le modèle de l'armée. Une héroïque épopée a commencé, épopée dont l'Allemand est fier d'être le héros, même le plus obscur. Hitler doit son succès à ce romantisme-là. C'est un succès vrai et

durable car il n'est pas de sentiment plus fortement ancré dans le cœur allemand que l'héroïsme, que le besoin d'obéir, de commander, d'être enrôlé quelque part au service de la nation.

Malgré tout, l'Allemagne reste une énigme. Où est la liberté qu'on chantait en 1848 ? Comment la conception naziste de l'histoire a-t-elle pu inspirer confiance ? Comment a-t-il été possible que Kant et Goethe soient pareillement déformés ? (Car on les cite encore et on en est fier.) Et surtout, comment un homme de l'espèce d'Adolf Hitler a-t-il pu semblablement méduser un peuple tout entier ? Les problèmes s'amoncellent ; il est probable que notre époque ne pourra jamais les résoudre complètement. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, l'Allemagne est livrée au national-socialisme.

Or, à l'heure qu'il est, dans *cette* Allemagne-là, il y a une Eglise qui confesse sa foi, une Eglise confessionnelle. Je ne parle que de l'Eglise protestante. L'Eglise catholique demanderait à être traitée à part. Qu'est-ce que l'Eglise confessionnelle allemande ? On pourrait dire simplement que c'est une Eglise de plus en Allemagne, à côté de l'Eglise catholique et de l'Eglise protestante officielle. On pourrait dire aussi que c'est un parti dans le protestantisme allemand. Ces définitions seraient justes, mais d'un point de vue tout extérieur. L'Eglise confessionnelle a ceci de particulier, d'unique, qu'elle vit véritablement la vie de l'Eglise : elle est née de la Parole de Dieu, elle subsiste par elle, elle agit sous son influence. Elle n'a pas honte d'être Eglise. Elle l'affirme clairement et fait face à l'Etat, au catho-

licisme, au néo-paganisme ; elle fait face à la grosse masse des protestants indifférents et au gouvernement de l'Eglise évangélique allemande, qui est en de tout autres mains. En un mot, elle prend position, elle fait résistance au nom de la Parole de Dieu, elle confesse sa foi. Le terme « confesser » ne désigne donc pas ici simplement l'attachement aux confessions ecclésiastiques traditionnelles, le retour à l'orthodoxie. Il a une signification plus vaste : l'Eglise, parce qu'elle reste fidèle à la confession de foi, reste fidèle à l'Écriture. C'est dans l'Écriture qu'elle va chercher la vie. Une fois qu'elle l'a trouvée, elle pénètre dans le troisième Reich, comme le levain dans la pâte.

Le mouvement confessionnel est né en réaction contre le national-socialisme qui était, qui est encore un grand danger pour l'Eglise parce qu'il la détourne de sa vocation propre. Mais on se tromperait en pensant qu'il est la conséquence toute naturelle des circonstances politiques. Il aurait fort bien pu ne rien se produire et que l'Eglise soit engloutie d'un coup dans le nazisme. C'est même ce qui eût été le plus normal ; car enfin l'Eglise allemande n'était pas une Eglise confessionnelle au moment où Hitler est arrivé au pouvoir. Elle ressemblait aux Eglises de tous pays, aux Eglises suisses, par exemple. Elle avait été, avant 1918, une Eglise d'Etat, bien entretenue et jouissant de l'appui du gouvernement. Elle était devenue, en 1918, une société religieuse à laquelle le code accordait encore de nombreux privilèges. Comme toutes les Eglises protestantes, elle était intérieurement affaiblie, sinon décomposée par le néo-protestantisme, par cette

tendance de l'homme moderne à désagréger la doctrine à son gré. L'Eglise allemande ne contenait donc pas une Eglise confessionnelle. Celle-ci a dû naître, elle a dû jaillir du néant. Nous avons affaire ici à un mouvement analogue à la Réforme du seizième siècle. L'Eglise confessionnelle, pas plus que la Réforme, n'a été une nécessaire conséquence du cours des choses. Dans les deux cas, quelque chose d'essentiellement nouveau s'est produit. Il s'agit bien d'une Eglise « nouvelle », rebâtie à pied d'œuvre, d'une « Jeune Eglise » (nom d'un des principaux journaux de l'Eglise confessionnelle).

II

Nous examinerons brièvement l'histoire de l'Eglise confessionnelle. Celle-ci n'est pas née du jour au lendemain. On peut même dire qu'elle est encore en formation.

1933.

Le 30 janvier 1933 marque la grande victoire du national-socialisme en Allemagne, le commencement du troisième Reich ¹. Les milieux ecclésiastiques ne pouvaient rester indifférents à ce qui se passait dans le pays. Ils prirent position. On peut résumer en deux points l'attitude de l'Eglise à cette époque :

1. On approuvait sans réserves le national-socialisme. On y voyait non seulement un espoir de salut

¹ Premier Reich : Le Saint Empire Romain germanique. Deuxième Reich : L'Empire allemand. 1871-1918. (N. du Trad.).

pour le pays mais encore, indubitablement, un don de Dieu.

2. Au milieu des nouvelles circonstances politiques, on voulait sauvegarder la situation de l'Église, alors passablement compromise. On songea pour cela à la création d'une Église d'empire.

Autour de ces deux points tourne tout le problème de l'Église allemande. Les uns se sont attachés surtout au premier : certes, l'Église doit rester fondée sur la Bible ; mais elle doit aussi tenir compte de ce « don » que Dieu a fait à l'Allemagne. L'Évangile de Jésus-Christ et le message politique d'Hitler proviennent d'une même source. Dès lors, l'Église peut s'incorporer à l'Etat nazi puisque Église et Etat sont tous deux fondés en Dieu. C'est la position de ceux que l'on désigne par les initiales D. C. (Deutsche Christen = Chrétiens allemands.) Ils ont reçu, en 1933 déjà, la direction de l'Église allemande. Mais d'autres insistaient sur le second point. Sans méconnaître les circonstances politiques, ils voulaient en premier lieu préserver l'Église de toute influence extérieure. Ils rappelaient qu'elle est fondée sur la Bible et la confession de foi, les deux seules autorités en vertu desquelles elle doit prêcher. C'est la position des auteurs de la constitution ecclésiastique de Loccum, du mouvement dit « Jeune réformé » et de la « Ligue de crise des pasteurs » (Pfarrer-Notbund). C'est la position de ceux qui, plus tard, devinrent explicitement les « confessionnels ».

En mai 1933, les divergences n'étaient pas encore graves : de part et d'autre, on admettait les deux points

énoncés plus haut. On ne différait que sur l'importance relative à leur accorder. Il y avait pourtant une certaine tension entre les deux camps. Dans les rangs des « confessionnels », on s'insurgeait contre l'introduction du « Führerprinzip » dans l'Eglise, contre le paragraphe arien ; on s'indignait de la violence des méthodes des Chrétiens allemands. On réprouvait un certain paganisme qui se faisait jour dans leurs actes et leurs paroles (par exemple, dans le singulier discours de l'instituteur Krause, à Berlin). Les confessionnels auraient désiré que l'épiscopat d'empire fût attribué à P. von Bodelschwingh. Ils étaient outrés que les Chrétiens allemands lui opposent Ludwig Müller.

Mais, pendant toute l'année 1933, on n'a pas vu la seule chose qu'il aurait fallu voir : c'est qu'il était impossible d'admettre que la volonté de Dieu se manifeste aussi clairement dans les événements politiques qu'en Jésus-Christ, dans l'Écriture. Peut-être les événements politiques sont-ils voulus de Dieu, peut-être aussi Satan en est-il l'auteur, lui qui règne maintenant sur la terre. Nous ne pouvons le savoir. On n'a pas vu que l'histoire du monde ne nous manifeste pas la volonté de Dieu, qu'elle n'est pas pour l'Eglise une révélation. On a oublié que l'Eglise devait s'en tenir à la révélation de Dieu en Jésus-Christ, révélation unique et seule indubitable.

Cette funeste admission de deux sources de la révélation causait un aveuglement général. Du moment où l'on admettait, à tort, que la révolution naziste manifestait la volonté de Dieu, on ne pouvait voir ce qu'elle était réellement : la victoire d'une

religion opposée au christianisme, d'une Eglise autre que l'Eglise chrétienne, d'un Etat totalitaire qui déroba à Dieu la souveraineté suprême. On ne pouvait voir que l'Eglise naziste et l'Eglise chrétienne ne peuvent vivre en paix, que la prétention totalitaire du troisième Reich est incompatible avec la prétention totalitaire du Royaume de Dieu. Cédant à un vieux penchant du luthéranisme allemand, on se soumettait à la volonté de l'Etat pour obéir à Dieu. Les Chrétiens allemands aussi bien que les futurs « confessionnels » étaient inconsciemment la proie du libéralisme qui, depuis deux cents ans, a dominé l'Eglise, en Allemagne comme ailleurs. Cette doctrine n'est rien d'autre en fin de compte que la sécularisation de l'Eglise : l'Eglise n'a plus de cause propre à soutenir devant le monde. La cause de l'Eglise, c'est la cause de l'humanité, la cause des Allemands, la cause des nationaux-socialistes, la cause de tout ce qui « vit ». Enfin — et cela aussi est très « libéral » — les chrétiens approuvaient le national-socialisme par « amour ». On ne voulait pas se séparer de tant de bons citoyens. « L'amour fraternel » a joué un triste rôle dans le drame ecclésiastique. Les chrétiens auraient dû comprendre que, par amour, il faut quelquefois être dur et ne pas céder. Tout cela, il a fallu l'apprendre avec peine et non sans déchirements.

En résumé, l'opposition de l'Eglise à l'Etat naziste totalitaire était très faible en 1933. Bien peu de chrétiens désiraient une protestation plus énergique que celle des « Jeunes réformés » ou des partisans de Bodelschwingh.

1934.

En 1934, la situation s'est considérablement modifiée. Cette année marque le début du conflit ecclésiastique proprement dit. Il faut noter trois événements.

1. *Les Synodes.* Au mois de janvier, les réformés¹ convoquèrent un synode libre à Barmen. A Barmen également eurent lieu, en mai, des synodes d'empire qui furent suivis, en octobre d'un synode d'empire à Dahlem. Leur tâche était de préciser certains points de doctrine touchant la situation de l'Eglise et sa mission dans le troisième Reich. Le résultat de ces travaux est extrêmement important. A Barmen et à Dahlem, on a affirmé des vérités chrétiennes qui, depuis des siècles, n'avaient plus été dites. Voici, en résumé, ce qu'on a admis :

a) L'Eglise ne connaît et ne peut prêcher qu'une révélation : Jésus-Christ, sa personne, son message, son œuvre tels qu'ils nous sont attestés par l'Ecriture sainte ;

b) en conséquence, l'Eglise protestante s'est égarée non seulement depuis 1933, mais depuis des siècles. Il est temps qu'elle cesse d'adapter son message aux « besoins » de l'homme moderne et de permettre que celui-ci le juge admettant et retranchant ce que bon lui semble, au gré de ses opinions ;

c) la conception totalitaire de l'Etat est incompatible avec le dogme chrétien. L'Eglise doit la rejeter ;

d) l'Eglise ne doit pas emprunter sa doctrine et sa

¹ L'Eglise allemande se divise en deux grandes fractions, les réformés et les luthériens. Les premiers sont calvinistes. Le mot réformé est donc pris ici au sens étroit. (N. d. T.).

discipline aux divers courants, politiques, philosophiques, sociaux, etc., qui dominant le monde. Elle ne peut et ne doit les tirer que de la Parole de Dieu qui l'a créée et à laquelle elle doit obéir.

Ces thèses furent appliquées à la situation présente et l'on s'entendit sur les quatre points suivants :

a) le gouvernement de l'Eglise est composé de Chrétiens allemands. Or, les Chrétiens allemands veulent introduire le national-socialisme dans l'Eglise. Donc, le gouvernement de l'Eglise n'est pas légitime et il ne faut pas le reconnaître ;

b) on décida d'instituer un droit ecclésiastique de crise ;

c) on destitua l'évêque d'empire Müller et on institua un nouveau gouvernement ecclésiastique (une commission de six membres assistée du « Conseil d'empire des frères ») ;

d) on déclara enfin explicitement : en admettant le caractère révélé du national-socialisme, les chrétiens allemands se sont séparés de l'Eglise chrétienne.

On peut mesurer le chemin parcouru depuis 1933. L'Eglise devenait consciente de soi, au milieu même de l'Etat totalitaire, au milieu des plus grandes difficultés. C'est là quelque chose de si étonnant qu'alors déjà certains se demandaient dans quelle mesure les paroisses et leurs pasteurs ratifieraient ces décisions. Ces quelque cent délégués n'étaient-ils pas qu'une avant-garde ? Le gros de l'armée n'avait-il pas déjà perdu tout contact avec elle ? Tout cela n'était-il pas qu'une folle équipée ? Même aujourd'hui, nous ne

pouvons répondre. Quoi qu'il en soit, un fait subsiste : ces déclarations ont été faites, ces décisions ont été prises. L'Eglise allemande ne pourra les rayer de son histoire.

2. *L'éroulement total de l'épiscopat Müller et du parti chrétien-allemand.* Au début de l'année, Müller était à l'apogée de sa puissance. Hitler lui avait renouvelé sa confiance et son appui. Un bon nombre des dirigeants de l'Eglise confessionnelle, en particulier les évêques, étaient en train de capituler et de se mettre à sa disposition. Il voulut hâter la victoire ; il ne fit que la compromettre. Avec l'appui du commissaire Jäger, il voulut incorporer de force les Eglises dans l'Eglise d'empire dont il avait la direction. Il rencontra une violente opposition dans le Sud de l'Allemagne. Les évêques de Munich et de Stuttgart qui s'étaient insurgés contre un tel procédé furent mis en état d'arrestation provisoire, on leur interdit de quitter leur domicile. L'opposition grandissait. De nombreux chrétiens-allemands eux-mêmes réprovaient une telle méthode. A la fin de l'année, Müller fut contraint de faire machine arrière. Il dut reconnaître publiquement que les mesures qu'il avait prises étaient illégales et, par conséquent, non valables. Sa situation semblait intenable. Il recevait de toutes parts des télégrammes le conjurant de déposer sa fonction. Il répondit qu'il sentait que Dieu lui ordonnait de rester évêque d'empire ; et il le resta... Il l'est encore aujourd'hui. Mais il n'a plus rien fait qui vaille la peine d'être mentionné. Lui et son parti, les chrétiens-allemands, ont perdu toute consistance.

3. *Le fléchissement de l'opposition.* Chose surprenante après ce que nous avons vu, le parti confessionnel, à la fin de l'année, se déclara prêt à traiter avec l'Etat et à examiner avec lui les moyens de mettre fin au conflit. Voici les raisons de ce revirement. En octobre, peu après le synode de Dahlem, les évêques furent relâchés, la Bavière et le Wurtemberg en revinrent au statu quo. Les Eglises du Sud, dont les griefs contre l'Etat n'existaient plus, pouvaient envisager une reprise amicale des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Elles influencèrent dans ce sens toute l'Eglise confessionnelle, dont, par ailleurs, l'élément modéré commençait à se ressaisir. On trouvait que l'évolution avait été trop rapide, qu'on avait accentué les divergences au lieu de chercher à les aplanir, qu'on avait trop innové. Cette dernière objection était en particulier celle des luthériens soumis au régime épiscopal dont le principal souci était le maintien des Eglises provinciales. Les luthériens se demandaient aussi — cela a toujours été un de leurs scrupules — s'il est permis de résister à l'autorité civile puisqu'elle est instituée par Dieu. Enfin, ils désiraient confier la direction de l'Eglise confessionnelle non plus à des synodes, mais aux évêques. Bref, le front d'opposition faiblissait, la tendance radicale de Barmen et de Dahlem faisait place à une tendance plus modérée et plus conservatrice. Pourtant, les modérés ne l'emportaient pas encore. Un événement imprévu leur donna l'avantage. Hitler invita les trois évêques Meiser, Wurm et Marahrens à venir s'entretenir avec lui de la situation ecclésiastique. Du coup, le prestige des évê-

ques (donc des modérés) s'accrut aux dépens de celui des « excités », des « radicaux » (c'est-à-dire, des conseils des frères). On était en novembre; ce furent de pénibles jours. On se mettait mutuellement en garde. Les « radicaux » sonnaient l'alarme, disant qu'il ne s'agissait pas de sauvegarder par n'importe quels moyens l'existence de l'Eglise, mais de devenir soi-même Eglise vivante, fondée sur la Parole de Dieu. Ils réprouvaient donc toute tentative d'ordre politique ou diplomatique. A quoi le parti des évêques répondait que l'Eglise ne devait pas refuser la main que l'Etat lui tendait. Peut-être la position des synodes était-elle théologiquement impeccable. Mais un gouvernement ecclésiastique, quel qu'il fût, ne pouvait l'adopter; elle était trop théorique. On invoquait aussi « l'amour fraternel », le « souci des âmes » pour engager l'Eglise à travailler avec l'Etat.

C'est ainsi qu'on en vint à instituer le « Gouvernement provisoire de l'Eglise » (VKL = Vorläufige Kirchenleitung) sous la direction de l'évêque du Hanovre, Marahrens. Le parti modéré triomphait. Tous ces événements montrent combien l'Eglise confessionnelle était encore peu consciente d'elle-même. Après les déclarations des synodes, elle acceptait un compromis! Elle ne voyait pas que ceci excluait cela et que, si elle admettait le compromis, elle devait aussi désavouer les principes de Barmen et de Dahlem.

Malgré tout, l'Eglise confessionnelle resta unie. Mais Marahrens ne put établir une paix durable entre l'Eglise et l'Etat. Le conflit durait, symptôme de la vie de l'Eglise confessionnelle. Et pourtant, les chré-

tiens-allemands faisaient tout pour l'apaiser. On peut donc conclure que le revirement d'octobre, s'il a suscité une grande déception chez les partisans d'une Eglise militante et confessante, ne fut pourtant pas une catastrophe : la résistance veillait. Marahrens, malgré ses faiblesses, s'opposait à Müller. Le principe d'une Eglise confessionnelle subsistait.

1935.

Les événements de cette année peuvent de nouveau se grouper sous trois chefs :

1. *Lutte contre le paganisme.* Dès le début de l'année, l'Eglise s'attaqua au néo-paganisme, mouvement culturel et religieux issu plus ou moins directement du national-socialisme, et qui cherche à remettre en honneur la vieille religion germanique. Il faut mentionner ici le synode prussien de Dahlem qui organisa la lutte d'une manière plus méthodique qu'auparavant.

2. *Divergences à l'intérieur de l'Eglise confessionnelle.* Les deux tendances, l'une « radicale », l'autre « modérée » continuaient à exister. Les modérés ne songeaient qu'à une restauration de l'Eglise. Ils voulaient certes, eux aussi, confesser leur foi ; mais cela ne signifiait pour eux rien de plus que maintenir et respecter la vieille confession léguée par le passé. Quant au gouvernement ecclésiastique, ils étaient d'avis que seul le principe épiscopal pourrait assurer à l'Eglise l'ordre et l'unité nécessaires. Pour les « radicaux », il s'agissait d'une véritable réformation de l'Eglise ; la confession de foi devenait une arme offensive et défensive.

sive, avec laquelle il fallait attaquer le monde et se défendre de lui. Enfin, l'Eglise devait faire confiance aux paroisses où l'on prêche et où l'on confesse l'Évangile. C'est aux représentants des paroisses qu'il fallait confier le gouvernement de l'Eglise. On préférerait donc ici le principe synodal au principe épiscopal.

On ne se tromperait pas en voyant dans ce conflit une des formes de l'opposition entre les doctrines luthérienne et réformée de l'Eglise. Toutefois, il faut remarquer que les luthériens *non* soumis au régime épiscopal partageaient la cause des réformés et s'opposaient, même plus violemment que ceux-ci, aux luthériens épiscopaux. Dans toute cette affaire, il s'agissait aussi certainement d'une opposition principielle entre la notion d'Eglise d'Etat et celle d'Eglise de confessants.

Un synode eut lieu à Augsbourg, en janvier, pour régler ces questions. Les deux partis ne purent s'entendre. Mais ils ne se séparèrent pas pour autant.

3. *L'institution des « commissions ecclésiastiques ».* L'Etat voyait d'un mauvais œil le travail de l'Eglise confessionnelle. C'était, à son avis, un élément d'anarchie dans le pays et un foyer d'opposition politique. Il créa un ministère particulier auquel il donna la tâche de pacifier l'Eglise. Ce ministère fut attribué à Kerrl. Celui-ci institua de suite des « commissions ecclésiastiques », composées de représentants de l'Eglise confessionnelle, des chrétiens-allemands et des neutres. Le gouvernement espérait ainsi mettre fin aux divisions et reformer une Eglise unie. Qu'on me permette une comparaison : l'Etat construisit un

vaste toit et invita tous les protestants à venir s'y abriter. Solution d'autant plus séduisante que c'est ainsi que sont réglés, dans beaucoup de pays, entre autres en Suisse, les rapports de l'Eglise et de l'Etat. L'Eglise confessionnelle était tout particulièrement sollicitée de profiter du toit. On ne lui posait que deux conditions : elle devait accepter que les chrétiens-allemands s'abritent sous le toit, y jouissent des mêmes droits qu'elle et que l'Etat, constructeur et propriétaire du toit garde la direction et la surveillance de ce qui se passait dessous. Après trois ans de guerre, on entrevoyait un armistice ! L'Eglise confessionnelle réunit un synode d'empire à Oeynhausén, du 17 au 22 février 1936. Au bout de six jours et six nuits de délibérations, on décida, à une forte majorité, de refuser les propositions du gouvernement, en d'autres termes, de continuer la guerre. Le travail des années précédentes portait ses fruits : l'Eglise ne céda pas aux attraits de la capitulation. Marahrens démissionna honorablement. On put dissoudre le « gouvernement provisoire de l'Eglise » et en élire un autre qui se mit immédiatement au travail, en collaboration étroite avec les conseils des frères et les synodes.

Il faut remarquer que ce synode a commis une petite faute : il n'interdit pas aux membres de l'Eglise confessionnelle de faire partie, à titre privé, des commissions ecclésiastiques. Ainsi, officiellement, on fermait la porte avec fracas, mais officieusement, on ouvrait une petite porte dérobée...

Au total, c'était une victoire des radicaux, victoire

qui ne mit pas l'unité en danger puisque la minorité se soumit. Celle-ci semble aujourd'hui décidée à suivre le mouvement. Mais on ne peut rien prévoir. Nul ne sait ce que l'avenir nous réserve.

L'histoire de l'Eglise confessionnelle n'est ni glorieuse, ni héroïque : elle est pleine de défaites, d'erreurs, de divisions. Malgré tout, elle dessine une ligne ascendante, elle a une direction ; on entrevoit, au bout de son développement, une Eglise nouvelle. Nul ne peut dire maintenant si cette Eglise sera multitudiniste, populaire, nationale (Volkskirche) ou au contraire une Eglise libre. Mais, certainement, elle confessera sa foi, elle s'affirmera en face du national-socialisme.

III

Maintenant que nous connaissons l'histoire de l'Eglise confessionnelle, il convient d'examiner de plus près ce qu'elle est aujourd'hui, quelles sont ses tâches et ses difficultés, les dangers qu'elle court, les problèmes qu'elle doit résoudre.

1. *L'Eglise confessionnelle est composée de jeunes pasteurs et de leurs paroisses.* C'est eux qui sont l'âme de la résistance et non pas les évêques, les Facultés de théologie ou les diverses associations chrétiennes. Certes, il y a des évêques et des professeurs de théologie qui font partie de l'Eglise confessionnelle. Mais la grande majorité d'entre eux, au début, étaient chrétiens-allemands ou, tout au plus, confessionnels très modérés. Il en était de même des milieux piétistes. Il

peut sembler que les vrais confessionnels, les actifs, les convaincus soient quantité négligeable. Mais ce n'est pas ici une affaire de nombre. L'Eglise n'est pas un parti politique qui doit chercher à obtenir la majorité : elle est le sel qui sale tous les aliments. D'ailleurs, même si l'on regarde au nombre, l'Eglise confessionnelle n'a rien de chétif. Ses assemblées — quand on les autorise — sont très fréquentées, on se presse pour entendre ses dirigeants. Et puis, cette petite troupe a pu réduire à la défensive Müller et les chrétiens-allemands, qui étaient soutenus par le gouvernement ; elle les a même mis hors de combat. Qui plus est, elle a tenu en échec, pendant trois ans, *cet état totalitaire* dont nous avons parlé. Celui-ci a cherché à la détruire. Il désire ardemment y arriver mais — lui qui ose tout — il n'a pas osé jusqu'ici user à son égard des moyens violents dont il s'est servi pour abattre tous ses autres adversaires.

2. Nous avons vu plus haut que l'unité du mouvement confessionnel avait été menacée et qu'elle l'était encore. Je crois pourtant pouvoir dire : *malgré les graves oppositions qui se manifestent en son sein, l'Eglise confessionnelle possède une unité fondamentale : tous désirent un renouvellement de l'Eglise.* Mais quelques-uns seulement — les dirigeants — se rendent compte que, dans la situation actuelle, un renouvellement ne peut être qu'une véritable réformation. On peut comparer le mouvement confessionnel à un train qui chemine de l'ouest à l'est. Les dirigeants sont dans la locomotive ; suivent une cinquantaine de wagons, dans lesquels ont pris place des gens qui veulent aussi

faire le voyage. La locomotive les entraîne vers l'est. Mais eux, ils voient encore ce qui se trouve à l'ouest, surtout ceux des derniers wagons. L'image ne trahit pas trop la réalité. Tous les membres de l'Eglise confessionnelle veulent, plus ou moins, « faire le voyage ». Ceux qui se bornent à lutter pour le maintien des Eglises provinciales et la fondation d'une Eglise luthérienne d'empire sont l'exception. Presque tous veulent que la situation change. Presque tous sont d'accord sur ce point : il faut aviser au moyen le plus pratique de sauvegarder la foi. Mais les uns insistent sur le mot : *foi*. Il s'agit surtout pour eux de ne pas céder d'une ligne. Les autres insistent sur le mot : *pratique*. Ils se préoccupent avant tout de trouver une solution adaptée aux difficultés de l'heure. Les uns et les autres sont pourtant dans le même train, ils ont le même but. Il n'est évidemment pas impossible que le train se scinde en deux rames de wagons : d'une part les « croyants » et de l'autre, les « pratiques »... Mais aujourd'hui, on ne voit pas la nécessité d'une telle scission. On peut encore espérer que l'Eglise confessionnelle l'évitera.

3. *Contre qui la lutte est-elle dirigée?*

- a) Contre les autorités ecclésiastiques créées en 1933 et qui veulent imposer l'idéal naziste à l'Eglise ;
- b) contre le paganisme dans et hors de l'Eglise ;
- c) contre l'Etat totalitaire. C'est l'adversaire proprement dit. Car il ne se contente pas d'être Etat. Il est une religion, une Eglise. Il faut à ce propos souligner que le paganisme n'est pas, en soi, un adversaire bien dangereux pour l'Eglise. C'est une religion

artificielle, composée par des savants de cabinet, un mélange de vieux mythes germaniques, de fantaisie et de prétention. Il n'a pas de force originelle. On ne peut vraiment pas prendre au sérieux des gens comme Rosenberg ou Bergmann. Le paganisme n'a de force que parce que le national-socialisme s'en sert à des fins politiques. Aussi, lorsqu'on l'attaque, c'est l'Etat nazi tout entier qu'on frappe. De là l'importance et le danger du combat.

4. La lutte de l'Eglise confessionnelle *n'a pas dépassé certaines limites*. On a lutté pour la doctrine et pour la discipline ecclésiastiques. Mais l'Eglise n'a pas encore pris position vis-à-vis de ce qui se passe en Allemagne, et qui, à l'étranger, cause tant d'indignation : les moyens employés par les dirigeants actuels pour parvenir au pouvoir et s'y maintenir, le baillonnement de la presse, la persécution des Juifs, la suppression presque totale du droit (le droit, c'est ce qui est utile à l'Allemagne), les camps de concentration, etc., etc. On sait que les chrétiens-sociaux, particulièrement ceux de Suisse, ont violemment critiqué le silence de l'Eglise confessionnelle sur ce point. Il faut se représenter la situation des confessionnels en 1933 ; c'étaient des Allemands, de bons patriotes. Ils furent, au début, entraînés par le courant sans savoir exactement ce qui se passait. Comme chacun, ils acclamèrent Hitler et crurent à sa mission. Il leur fallut du temps pour se dégager de l'idéologie naziste. Qu'on y songe un peu : ce n'était pas une petite affaire que de se dégager d'une pareille influence ! Il faut aussi tenir compte du fait que personne ne

savait ce qui se passait dans le pays. La presse, la radio, tout était surveillé et censuré. Qui croire ? où puiser des renseignements objectifs ? Enfin, l'Eglise ne pouvait rien faire avant d'avoir pris conscience d'elle-même et de ses tâches ; elle devait ensuite aller au plus pressé : défendre sa propre existence et sa liberté. Il ne faut pas sous-estimer la lutte de l'Eglise sur le terrain ecclésiastique. L'Eglise s'est opposée à l'Etat sur un point. C'est la *seule* opposition que l'Etat ait rencontré jusqu'ici. En ce sens elle intéresse tous ceux que le nazisme opprime.

Ces raisons ne légitiment certes pas le silence de l'Eglise confessionnelle. Mais elles l'expliquent. Je ne sais pas trop comment les Eglises suisses se seraient comportées en pareil cas et je dois avouer que les reproches que l'on fait en Suisse à l'Eglise confessionnelle allemande me paraissent souvent quelque peu gratuits... Ce qui n'empêche que je considère la question comme légitime.

5. On se demande souvent, à l'étranger, si l'Eglise confessionnelle n'est pas *soutenue par des gens qui se servent d'elle à des fins politiques*. Elle ne serait qu'un instrument aux mains des ennemis du régime. La religion ne serait qu'un habile prétexte. Il s'agirait, en réalité, d'une opposition politique camouflée. Je réponds ceci : *quand l'Etat devient Eglise* — ce qui est le cas du nazisme — *il ne doit pas s'étonner d'avoir l'Eglise contre lui*. Il est nécessairement son ennemi et la résistance de l'Eglise prend nécessairement une signification politique. Mais on se tromperait lourdement en pensant que l'Eglise est à la solde d'un parti

politique, conservateur ou socialiste. Je connais les dirigeants de l'Eglise confessionnelle ; je peux dire qu'aucun d'entre eux n'est un politicien déguisé. Ce sont des théologiens, des ecclésiastiques. Ils ne s'intéressent pas à la politique. Certes, ils ne peuvent empêcher que, parmi les milliers de membres que compte l'Eglise confessionnelle, il n'y ait des gens qui se réjouissent de l'opposition en haine du régime. Mais le gros danger que court l'Eglise n'est pas de sombrer dans la politique, c'est de craindre de tirer les nécessaires conséquences d'ordre politique. Mais, encore une fois, cela n'a rien à voir avec une politique de parti.

6. Dans un pays où tout est aux mains de l'Etat, la science, l'art, l'Université, l'école, *l'Eglise confessionnelle est une singulière exception*. Elle seule ose sans cesse répéter à haute voix : nous rejetons l'Etat totalitaire. L'Etat a sévi contre elle. Il a mobilisé la police secrète, il a arrêté ou expulsé de nombreux pasteurs. Pourtant il sent qu'il serait dangereux pour lui de pousser à bout les confessionnels. Il semble disposé à fermer les yeux sur ce qu'il ne peut empêcher. Ainsi, malgré tout, il y a en Allemagne, une résistance ouverte et déclarée à l'Etat totalitaire. C'est là — du point de vue politique — un fait capital.

IV

Et maintenant, qu'en est-il de notre Eglise suisse ? Elle vit au milieu de circonstances infiniment plus simples. Mais est-elle une Eglise vivante ? Sait-elle,

peut-elle confesser ? L'Eglise confessionnelle allemande repose sur une triple base :

a) une théologie, puisée à la source de toute théologie, dans l'Ecriture sainte ;

b) une autorité ecclésiastique qui prend cette théologie au sérieux et qui s'inspire d'elle pour gouverner, bien plus que de considérations politiques ou diplomatiques ;

c) des paroisses qui savent que la théologie et l'autorité ecclésiastique sont indispensables à la vie de l'Eglise.

Avons-nous cela chez nous ? Où est notre théologie ? Où est notre autorité ecclésiastique ? Et surtout : où sont nos paroisses ? Or, sans ces trois facteurs, il n'y a pas d'Eglise vivante. Une Eglise vivante exerce une action sur le monde. Elle lui rappelle qu'il est monde, qu'il est limité par le Royaume de Dieu. L'Eglise confessionnelle allemande a rappelé cela à l'Etat totalitaire naziste. Notre Eglise suisse ne vit pas dans un semblable Etat. Mais elle a la même tâche : rappeler au monde que le Royaume de Dieu l'entoure, le limite et le juge. Mais sait-elle cela, notre Eglise ? Et si elle ne le sait pas, en quel sens est-elle encore une Eglise ?

.....

Ce qui s'est passé en Allemagne est un fait. On ne peut faire comme s'il n'existait pas. Il faut en tenir compte et s'en instruire. Peut-être l'Europe aura-t-elle le même sort que l'Allemagne. Peut-être apparaîtra-t-il clairement un jour, que tout Etat est, au fond, un Etat totalitaire. Peut-être la lutte de l'Eglise confessionnelle

n'est-elle qu'un prélude à la grande lutte, à la lutte européenne entre l'Eglise et l'Etat. S'il en est ainsi, l'Eglise sera de nouveau, comme aux temps anciens, l'unique asile de la liberté, du droit et de l'esprit humains. Elle est certes infiniment plus que tout cela. Mais elle peut aussi être cela. *Elle seule a pu l'être en Allemagne.* Ceux qui ignorent tout de l'Eglise se trouvent ici en face d'un problème, posé dans leur langage, et que pourtant ils n'auront pas résolu de sitôt.

KARL BARTH.